



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 20 JANVIER 2016**

CONVOCATION

Le **13 janvier 2016**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mercredi 20 janvier 2016 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Démission de M. Claude TORRESILLA de sa fonction de Conseiller Municipal à compter du 4 janvier 2016 et remplacement par M. Romain CEMBRANI, suivant sur la liste de la majorité.

1 - Approbation des PV des réunions des 26 novembre et 15 décembre 2015

Travaux - Etudes :

- 2 - Réaménagement de la Place Gambetta et réfection de la Rue Nationale - Marché de travaux à passer avec « EIFFAGE/MINETTO/AZUR TRAVAUX »
- 3 - Diagnostic du réseau d'assainissement collectif - Marché à passer avec le Bureau d'Etudes « CEREG Territoires »
- 4 - D.E.T.R. 2016 - Demande de subvention
- 5 - Elaboration d'un schéma de gestion des eaux pluviales - Demande de subvention de la Région
- 6 - Projet de complexe sportif intercommunal (études)- Demande de subvention auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence

Service « Enfance-Jeunesse »

- 7 - Participation communale aux frais de classes de neige, découvertes, linguistiques, etc... des élèves valois du cycle secondaire
- 8 - Organisation communale d'un séjour à la neige pour les enfants de 8 à 11 ans (tarif et régie d'encaissement)
- 9 - Centre médico-scolaire - Convention avec la Mairie de Brignoles

Personnel communal

- 10 - Suivi médical du personnel communal - Convention avec l'A.I.S.T. pour 2016
- 11 - Service « Assistance Retraites » pour le personnel communal - Convention avec le CDG 83

Finances

12 - Carte « Achat Public » de la Caisse d'Épargne - Renouvellement de la convention

13 - Marchés SIVAAD - Délégation de signature donnée à M. le Maire

Divers

14 - Modification de la composition des commissions communales

15 - Food-truck - Modification de la délibération du 26 novembre 2015

16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

17 - Questions écrites

18 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mercredi 20 janvier 2016**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - NAL André - BOSSUGE Brigitte - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - CEMBRANI Romain - GAQUIERE Ingrid - REES Pénélope - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : Mmes VOLANTE Florence - BOULE-AMPHOUX Isabelle (procuration donnée à Yves COEURDEUIL)

soit 25 présents donc 26 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assisté de Mme Danielle FRIKMAN, Directrice Générale des Services.

Démission de M. Claude TORRESILLA de sa fonction de Conseiller Municipal à compter du 4 janvier 2016 et remplacement par M. Romain CEMBRANI, suivant sur la liste de la majorité.

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la démission de Monsieur Claude TORRESILLA de sa fonction de Conseiller Municipal à compter du 4 janvier 2016, date de réception en Mairie de son courrier.

Il indique que conformément à l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la démission est définitive dès son envoi au Maire et prend effet le jour de sa réception par celui-ci.

Monsieur le Maire a informé Monsieur le Sous-Préfet de Brignoles de cette démission par courrier du 8 janvier 2016. Il a également, ce jour-là, notifié à Monsieur Romain CEMBRANI, suivant de la liste à laquelle appartenait l'élu démissionnaire, soit la liste « TOUS ENSEMBLE POUR LE VAL », sa nomination en qualité de Conseiller Municipal (article L 270 du Code Electoral), à compter du 4 janvier 2016.

Monsieur le Maire propose par ailleurs au Conseil Municipal de se prononcer sur l'attribution de l'indemnité de fonction de conseiller municipal à M. Romain CEMBRANI, conformément aux dispositions de la délibération du 24 avril 2014 précisant notamment :

- Conseillers Municipaux sans délégation du Maire : au taux de 3,025 %

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 23 mars 2014,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

PREND ACTE de la démission de Monsieur Claude TORRESILLA de sa fonction de Conseiller Municipal à compter du 4 janvier 2016 et de son remplacement immédiat par le suivant de sa liste, soit M. Romain CEMBRANI,

INDIQUE que M. Romain CEMBRANI percevra l'indemnité de fonction prévue par la délibération du 24 avril 2014 pour les conseillers municipaux sans délégation du Maire, soit au taux de 3,025 % (taux en pourcentage de l'indice 1015), en lieu et place de M. Claude TORRESILLA.

PRECISE que la présente délibération sera transmise en Sous-Préfecture de Brignoles et affichée aux lieux accoutumés.

1 - Approbation des PV des réunions des 26 novembre et 15 décembre 2015

Monsieur le Maire donne lecture des procès-verbaux des séances du Conseil Municipal du 26 novembre et du 15 décembre 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ces documents.

M. KINET : « Je suis désolé. Je n'ai pas eu d'emails depuis samedi dernier suite à une panne de ma messagerie électronique, donc je n'ai pas le deuxième procès-verbal, ni dans les délais, puisque on devrait le recevoir 5 jours avant. Je ne sais donc pas si on peut voter le procès-verbal du 15 décembre. »

M. SAULNIER : « Vous pouvez toujours vous abstenir. »

M. KINET : « Si c'est une question de délai non respecté, le Conseil ne peut pas voter ce PV. Le dernier email de la DGS indique qu'il va être envoyé et samedi dernier rien ne m'était parvenu.»

M. FOURNEL indique qu'un complément a été envoyé le matin de la présente réunion.

M. KINET maintient donc que « nous ne sommes pas dans le délai de communication des pièces ».

M. SAULNIER rappelle que la DGS est absente pour maladie et que malgré tout elle a rédigé les documents de chez elle afin de pouvoir les transmettre au plus tôt.

M. KINET : « Lors de cette séance du 15 décembre plusieurs sujets importants ont été évoqués et les débats ont été assez houleux. Il est donc dommage de ne pouvoir prendre connaissance de ce procès-verbal avant de le voter. Je veux bien m'abstenir mais ce n'est pas normal. »

M. SAULNIER demande aux Conseillers qui parmi eux n'ont pas reçu le PV du 15 décembre 2015. Il constate que tous les Conseillers, sauf M. KINET, ont reçu les deux PV.

M. KINET : « C'est le délai de 5 jours qui n'a pas été respecté. »

M. SAULNIER demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le fait de voter ou pas le PV du 15 décembre 2015. Le Conseil Municipal décide à l'unanimité moins une voix (**M. KINET**) de se prononcer sur ce PV. En conséquence **M. le Maire** met au vote tour à tour chaque PV.

M. KINET rejoint ses collègues pour approuver les deux PV

M. SAULNIER rappelle que plus les interventions seront nombreuses pour des débats stériles, plus la réunion se terminera tard sans pour autant avoir été fructueuse.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture des procès-verbaux des séances du Conseil Municipal du 26 novembre et du 15 décembre 2015,

A l'unanimité,

APPROUVE ces documents.

Travaux - Etudes :

2 - Réaménagement de la Place Gambetta et réfection de la Rue Nationale - Marché de travaux à passer avec « EIFFAGE/MINETTO/AZUR TRAVAUX »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 30 octobre 2014, le projet relatif à la réalisation des travaux d'aménagement de la Rue Nationale et de la Place Gambetta a été approuvé. Un avis d'appel public à la concurrence (M.A.P.A. art 28 du CMP) a été lancé le 12 novembre 2015 sur Var Matin, Synapse Entreprises et le BOAMP, avec date limite de réception des offres fixée au lundi 7 décembre 2015 à 12h00.

Quatre plis ont été reçus dans les délais impartis. La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 8 décembre 2015 pour l'ouverture des plis et le 22 décembre 2015 pour l'analyse des offres. Les propositions faites (après correction des erreurs entre l'acte d'engagement, le BPU et le DQE) pour la réalisation de ces travaux émanent de :

- Entreprise « URBAVAR » de Pierrefeu pour un montant total H.T. de 1.410.142,00€
- Groupement d'entreprises « SADE / SVCR / SPORTIELLO » de La Seyne sur Mer pour un montant total H.T. de 1.930.739,59 €
- Groupement d'entreprises « EIFFAGE / MINETTO / AZUR TRAVAUX » de Brignoles pour un montant total H.T. de 1.426.661,51 €
- Groupement d'Entreprises « EUROVIA / URBA TP » de Vinon sur Verdon pour un montant total H.T. de 1.368.346,19 €

La Commission propose au Conseil Municipal de retenir le Groupement d'entreprises « EIFFAGE/MINETTO/AZUR TRAVAUX » qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères « prix » et « valeur technique » tel que fixé dans le règlement de consultation.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer le marché de travaux à procédure adaptée avec le Groupement d'entreprises « EIFFAGE/MINETTO/AZUR TRAVAUX » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 1.426.661,51 € y compris la tranche conditionnelle du parking mais sans les 4 options (3 fontaines et éclairage par projecteurs dans les pavés de la place Gambetta).

M. GAULET intervient pour demander les raisons de l'évolution des montants par rapport à la première délibération sur ce dossier. Les travaux étaient basés à l'origine sur 915.000 €.

M. SAULNIER indique que ce chiffre doit être incomplet car la proposition retenue est du même montant que l'estimation y compris des travaux supplémentaires tels que les containers enterrés, le parking et le rond-point.

M. COEURDEUIL dit ne plus avoir souvenir des éléments techniques détaillés de l'aménagement de la Place Gambetta, et voudrait donc savoir s'il était prévu et envisageable d'effacer tous les réseaux électriques et téléphoniques qui maculent toutes les façades.

M. DEBAQUE répond que ce n'est pas prévu dans ce marché mais précise que le SYMIELEC étudie la réactualisation de cet effacement de réseaux sachant qu'en 2010/2011 le montant s'élevait à 300.000 € HT environ pour tout le village. Le SYMIELEC chiffre donc actuellement uniquement les travaux pour la Place Gambetta.

M. COEURDEUIL souligne la nécessité de prévoir cet effacement dans le cadre de l'embellissement de la Place.

M. DEBAQUE indique à nouveau que ces travaux ont bien été envisagés par la Municipalité puisque l'étude est en cours. Il précise d'autre part que les réseaux de la Rue Nationale ont été mis sous goulottes, placées au-dessous des gouttières, dans les années passées. Il précise d'autre part que toutes les traversées de route sont prévues dans le marché en souterrain et sous fourreaux.

M. KINET veut préciser au niveau du coût qu'une centaine de mètres de voirie a été ajoutée au projet initial ainsi que l'aménagement d'un giratoire devant le stade, un parking et des containers enterrés. En conséquence cela explique l'évolution du montant qui à l'origine était de 915.000 €.

Mme BREBAN intervient pour indiquer que l'estimation d'origine s'élevait à 1.368.000 € et non 915.000 €.

M. GAULET affirme que sur le procès-verbal de la réunion de décembre 2014, il a bien été mentionné ce montant total de 915.000 €.

Mme BREBAN indique que ce montant devait correspondre au montant de l'autofinancement une fois les subventions déduites, soit 140.000 € pour 2014, 140.000 € pour 2015 et 200.000 € de fonds de concours du Département.

M. LANGE demande si le bureau d'études a bien prévu toutes les gaines pour la dissimulation des réseaux électriques autant Rue Nationale que Place Gambetta. **M. LANGE** fait ensuite une déclaration :

« Je me réjouis que les travaux de réfection de la Rue Nationale puissent enfin se réaliser :

1/afin que les riverains n'aient plus les pieds dans l'eau par temps de très grosses intempéries.

2/afin que le réseau d'assainissement puisse enfin graviter par le profil en long naturel et non plus par la Rue du 8 Mai qui générerait pas mal de problèmes à un riverain lorsque le réseau était en surcharge.

3/et enfin, pour le revêtement de la chaussée totalement déformé.

Ce que je regrette c'est le sens de circulation de cette rue, sens montant.

Pourquoi ?

A ce jour, nous avons 3 entrées de village pour 2 sorties, la Rue Dréo et Rue Nationale.

Après travaux nous aurons 4 entrées pour une seule sortie : la Rue Dréo qui débouche tout de même sur un carrefour accidentogène.

Que ferons-nous et par où pourrons-nous sortir le jour où cette Rue Dréo sera momentanément fermée à la circulation pour différentes raisons : secours comme ce fut le cas pour un incendie, un déménagement ou alors une intervention sur le réseau public communal ?

Je pense que c'est une erreur de donner ce sens montant.

D'autant que si nous avons opté pour le sens descendant comme actuellement, il suffisait simplement de changer le sens de circulation de la Rue du 8 Mai 1945. Ce qui permettait aux riverains de la Rue Nationale de pouvoir accéder à leur domicile lorsque la Place Gambetta est fermée pour cause de manifestations soit par cette Rue du 8 Mai ou par la Rue de la Paix.

La Place Gambetta

Certes, cette Place a besoin d'un bon lifting mais c'est tout de même un lifting somptueux à mon goût avec ses bornes rétractables télécommandées pour la fermeture de cette Place, avec son pavage en granit sur toute sa surface, de façades à façades....et sur toute sa longueur.

Tout cela a un coût, je pense que nous aurions pu être plus modestes pour ne pas dire plus économes car toutes ces fantaisies ont un coût.

Voilà mon sentiment.

Cependant, je voterai ce soir cette délibération car nous ne pouvons plus reculer, les riverains ne comprendraient plus. »

M. SAULNIER répond premièrement que le sens de la circulation n'est pas encore arrêté, des essais seront faits avant de prendre une décision. Deuxièmement, il pense logique de moderniser la vie communale par l'implantation de bornes rétractables qui viendront remplacer le transport et l'installation de barrières métalliques que les automobilistes déplacent à leur gré d'où la nécessité de faire intervenir le service de fourrière. Troisièmement, lors des réunions des commissions communales concernées, il a bien été dit que des économies seront faites sur le mobilier prévu dans le marché, pour environ 90.000 €. Une étude complémentaire sera donc menée pour déterminer sur quoi va porter cette économie car il y a d'autres points qui doivent également être revus en plus du mobilier.

M. LANGE revient sur le pavage de la Place Gambetta qui était prévu avec les mêmes matériaux que la place de Cotignac refaite récemment. Il dit s'être rendu sur les lieux et indique que la chaussée est en bitume et que seuls les trottoirs et la place sont pavés. Vu les mauvaises surprises que réserve ce type de chantier, notamment sur la place Gambetta avec la présence du grand « ouïde », il faut réserver un montant pour dépenses imprévues et donc revoir à la baisse des postes moins prioritaires comme les bornes rétractables télécommandées. De simples barrières amovibles seraient suffisantes comme à Brignoles lorsque la Place Carami doit être fermée. La manipulation des bornes rétractables risque de poser problèmes quand par exemple un riverain oubliera de la faire remonter, ou bien le dimanche quand la Police Municipale n'est pas là.

M. SAULNIER répond qu'on en n'est pas là. Il précise d'autre part que les travaux de COTIGNAC prévoyaient de laisser une voie de circulation alors qu'au VAL la place entière est prévue en pavage sans voirie marquée ceci pour pouvoir y organiser des manifestations festives

M. LANGE dit que la présence d'une voie centrale de 3 mètres goudronnée ne gênerait personne lors des festivités. Il indique de plus que lorsque la place sera ouverte à la circulation, des nuisances sonores seront constatées par les riverains car le passage de voitures sur les pavés génère du bruit.

M. SAULNIER rappelle que lors des réunions auxquelles M. LANGE était présent, l'Architecte a proposé des pavés spécifiques offrant toutes les garanties notamment au niveau des nuisances sonores.

Mme BREBAN intervient pour indiquer que la Commission des Finances suivra de près ce chantier afin de veiller à ce que les économies soient faites sur certains postes afin de ne pas dépasser l'enveloppe allouée à cette opération.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Vu l'article 28 du Code des Marchés Publics,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

Vu le rapport présenté par la Commission d'Appel d'Offres réunie le 22 décembre 2015

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché de travaux avec le Groupement d'entreprises « EIFFAGE/MINETTO/AZUR TRAVAUX » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 1.426.661,51 € ainsi qu'à effectuer toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente décision

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2016 (chapitre 23).

3 - Diagnostic du réseau d'assainissement collectif - Marché à passer avec le Bureau d'Etudes « CEREG Territoires »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre des études menées parallèlement au P.L.U, il a été décidé de lancer une consultation pour la réalisation d'un diagnostic du réseau d'assainissement collectif. Un avis d'appel public à la concurrence (M.A.P.A. art 28 du CMP) a été lancé le 5 octobre 2015 sur Var Matin, Synapse Entreprises et le BOAMP, avec date limite de réception des offres fixée au jeudi 29 octobre 2015 à 16h00.

Quatre plis ont été reçus dans les délais impartis. La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 10 novembre 2015 pour l'ouverture des plis et le 18 décembre 2015 pour l'analyse des offres. Les propositions faites pour la réalisation de ce diagnostic émanent de :

- SCE « Groupe KERAN » de LA SEYNE SUR MER pour un montant total H.T. de 62.928 € pour la tranche ferme et de 90.072 € avec les tranches conditionnelles
- « G2C INGENIERIE » de VENELLES pour un montant total H.T. de 64.330 € pour la tranche ferme et de 99.620 € avec les tranches conditionnelles
- « CEREG TERRITOIRES » de GEMENOS pour un montant total H.T. de 52.030 € pour la tranche ferme et de 96.930 € avec les tranches conditionnelles
- « A.E.C. » de VICHY pour un montant total H.T. de 58.000 € pour la tranche ferme et de 85.300 € avec les tranches conditionnelles

La Commission propose au Conseil Municipal de retenir le bureau d'études « CEREG TERRITOIRES » qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères « prix » et « valeur technique » tel que fixé dans le règlement de consultation.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer le marché à procédure adaptée avec le bureau d'études « CEREG TERRITOIRES » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 52.030 € et de se prononcer sur les tranches conditionnelles pour un montant total du marché de 96.930 € HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Vu l'article 28 du Code des Marchés Publics,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

Vu le rapport présenté par la Commission d'Appel d'Offres réunie le 18 décembre 2015

DEMANDE le renvoi de la commande des tranches conditionnelles prévues dans le dossier de consultation d'entreprises, vu leur coût, et envisage une commande séparée en cours de réalisation de la tranche ferme

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché à procédure adaptée avec le bureau d'études « CEREG TERRITOIRES » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 52.030 € ainsi qu'à effectuer toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente décision

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2016 (chapitre 20).

M. LANGE intervient pour rappeler que le côté positif de cette étude consiste dans le fait que l'entreprise va réaliser des tests de fumée afin de détecter les gouttières qui se jettent dans le réseau d'assainissement, ce qui est totalement interdit.

M. DEBAQUE rappelle que les rejets de piscine dans le réseau d'assainissement sont également interdits.

M. LANGE indique aussi que les défauts d'étanchéité seront le deuxième aspect de l'étude et détermineront les travaux à entreprendre pour améliorer le réseau.

M. KINET voudrait savoir quelle commission gère les études d'assainissement de ce type, la commission « environnement-assainissement » ou bien la commission « travaux ». A ce jour, les deux commissions n'ont pas travaillé sur ce dossier et M. KINET demande que la situation soit éclaircie sur ce point. Il dit ne pas avoir été informé de cette étude mais uniquement de celle relative au réseau pluvial.

M. DEBAQUE indique qu'il semble logique que ce soit la commission des travaux qui gère ce dossier.

M. SAULNIER rétorque que les deux études ont bien été évoquées et présentées lors des réunions du COPIL sur le PLU, COPIL dont fait partie M. KINET.

M. KINET demande que la mise en œuvre du diagnostic, quand il sera établi, soit attribuée à une commission précise.

M. GIRAUD répond que toutes les commissions seront parties prenantes : l'urbanisme, la sécurité, l'environnement, les travaux.

M. KINET indique que de plus en plus souvent les dossiers sont présentés en Conseil Municipal sans avoir préalablement fait l'objet d'études en commissions. Il émet des doutes sur le fonctionnement présenté par M. GIRAUD.

4 - D.E.T.R. 2016 - Demande de subvention

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la D.E.T.R. (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) est une dotation de l'Etat.

La Commune peut déposer en 2016 un dossier de demande de D.E.T.R. dans le cadre des travaux d'enfouissement de conteneurs d'ordures ménagères, verre, papier et EMR.

Le montant de l'estimation H.T. des travaux inscrits en 2016 pour ces travaux s'élève à 51.450 € HT.

Le montant maximum de la dotation attendue peut être arrêté à 20.580 €, sachant que le taux d'intervention se situe dans une fourchette allant de 25 à 40 % de la dépense totale H.T..

M. KINET s'étonne du retard pris dans la prise de délibération sur cette demande de subvention. Il indique que d'autres opérations auraient pu être inscrites telles que la réfection de l'avenue Jean Moulin, l'assainissement de la Rue Nationale et de la Place Gambetta en supplément de la subvention de l'Agence de l'Eau, la rénovation de musées, etc...

M. SAULNIER reconnaît que le retard pris dans le montage du dossier est de la faute de la Municipalité et s'engage à ce que des réflexions soient menées en amont en 2016 pour la DETR 2017 afin que des dossiers soient montés sur des opérations précises avec chiffrage.

Mme BREBAN rappelle que la Commune a bénéficié de la DETR 2015, demandée en 2014, pour le réseau d'eau de la Place Gambetta, pour un montant de dotation de 39.600 €.

Mme INGRASSIA rappelle la liste des opérations éligibles à la DETR et indique que les dossiers à présenter doivent être « ficelés » mais que les travaux ne doivent pas avoir démarré.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DEMANDE l'attribution de la D.E.T.R. 2016 pour les travaux de d'enfouissement de conteneurs d'ordures ménagères, verre, papier et EMR

ARRETE le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

-DETR (40 %)	20.580 €
-Autofinancement	<u>30.870 €</u>
TOTAL HT	51.450 €

5 - Elaboration d'un schéma de gestion des eaux pluviales - Demande de subvention de la Région

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 22 juin 2015, la décision a été prise d'élaborer un schéma directeur du réseau pluvial, avec un volet spécifique sur les zones inondables.

M. le Maire informe l'assemblée qu'un dossier de demande de subvention a été adressé depuis à la Région et qu'un montant maximum de 30 % pourrait être alloué à la Commune.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à solliciter cette subvention et modifier le plan de financement prévisionnel en conséquence.

M. LANGE rappelle que cette étude est rendue obligatoire par le PLU.

M. GAULET demande pour quelle raison la demande est basée sur 50.000 € alors que l'étude a été passée pour un montant de 33.000 € environ.

M. SAULNIER explique que la demande de subvention est basée sur l'estimation de 50.000 € car des imprévus sont toujours à envisager, ce qui accroîtrait le montant des honoraires. En conséquence la subvention est demandée sur 50.000 € et ne sera débloquée par la Région qu'après justificatif de la dépense réelle qui pourra être de 33.000 € ou plus. Le pourcentage quant à lui reste fixé à 30 % pour la Région (et 50 % pour l'Agence de l'Eau).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ARRETE le plan de financement prévisionnel des études nécessaires à l'élaboration du schéma directeur de gestion du réseau pluvial comme suit :

- Subvention Agence de l'Eau (50 %)	25.000 €
- Subvention de la Région (30 %)	15.000 €
- Autofinancement	<u>10.000 €</u>
TOTAL	50.000 €

SOLLICITE une subvention à hauteur de 30 % auprès de la Région.

6 - Projet de complexe sportif intercommunal (études)- Demande de subvention auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le projet de réalisation d'un complexe sportif intercommunal à « La Roguère » est envisagé par la Municipalité.

Le montant des études à mener par la SPL « ID 83 » sur le projet de création d'un complexe sportif s'élève à un total de 8.050 € HT et comprend 3 phases :

- Phase 1 - Finalisation de l'étape « identification des besoins » pour 1.960 €
- Phase 2 - Elaboration d'un scénario d'évolution du site, optimisant les réserves foncières et les extensions possibles du complexe pour 2.940 €
- Phase 3 - Etablissement d'un pré-programme global pluriannuel spatialisant les actions, axé sur les priorités susceptibles de constituer la première phase de réalisation pour 3.150 €

Il a été décidé, dans un premier temps, de passer commande des deux premières phases de l'étude seulement, soit pour un montant total HT de 4.900 €. Le solde ne sera commandé qu'après avoir pris connaissance du scénario proposé par la SPL « ID 83 », avoir statué sur le bien-fondé du projet et avoir constaté ses conséquences sur le budget communal après prise en compte des diverses subventions potentielles.

Mais d'ores et déjà, une demande de subvention ou d'un fonds de concours peut être déposée auprès de la C.C.C.P., vu le caractère intercommunal du projet. Cette demande doit être formulée sur le montant total de l'étude ce qui n'engage pas la Commune à la commander en totalité.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à solliciter cette subvention ou fonds de concours.

M. LANGE dit ne pas comprendre pourquoi, alors que le projet relève de l'intercommunalité, la Commune doit demander une subvention à la Communauté de Communes.

M. SAULNIER répond que, pour l'instant, la Commune prend en charge les études de ce projet à vocation intercommunale et peut donc solliciter une aide financière de la C.C.C.P. Quant à la reconnaissance de complexe sportif intercommunal, cela ne sera définitivement décidé qu'après le résultat des études menées par la SPL « ID 83 » et les discussions tenues avec les autres communes membres de la C.C.C.P.

M. FOURNEL intervient pour souligner que cette étude menée pour l'aménagement d'un complexe sportif n'engage en rien la Commune pour l'instant sauf à la financer.

Mme BREBAN souligne que le budget de fonctionnement est fortement impacté par toutes les études lancées et indique que pour 2015 le montant total dépasse les 60.000 €. Elle demande de maîtriser le recours systématique aux études.

M. KINET : « c'est un club intercommunal avec un financement conjoint entre deux communes ; en conséquence c'est un équipement public d'intérêt communautaire car concernant deux communes et les enfants de plusieurs communes inscrits au foot. Donc si on met en avant cet élément là, je ne vois pas comment la Communauté de Communes nous le refuserait. Quand les équipements sportifs d'intérêt communautaire seront transférés à la Communauté d'Agglomération, cet équipement risque d'être sous la gestion de celle-ci puisqu'il est à cheval sur deux communes. Il serait dans l'intérêt de la Commune que le financement et le suivi deviennent communautaires dans le futur. Si le dossier est bien monté, il n'y a pas de raison que ce ne soit pas financé. »

Mme INGRASSIA rappelle que les Conseillers ont été nombreux à participer aux réunions d'études sur ce projet. Elle précise que les décisions à prendre pour l'instant ne concernent que les études et non pas le projet en lui-même. Elle rappelle également que l'étude de ce dossier était prévue strate par strate avec une première strate pour définir les besoins de la Commune, et voir comment y répondre, et ensuite aller jusqu'à l'intercommunalité.

M. SAULNIER intervient pour souligner que cette délibération vise uniquement à demander une subvention et non pas à décider du lancement des études.

Mme INGRASSIA en convient mais indique que les subventions ne sont demandées que pour des projets lancés et rappelle que les études de la SPL « ID 83 » ont commencé.

M. LANGE demande si ce projet revêt une priorité pour les Valois. Il se dit dubitatif car toutes les communes alentours ont leur stade.

Mme INGRASSIA répond que c'est le but de l'étude à mener : répondre à la question de savoir si ce projet de complexe sportif intercommunal répond aux besoins.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. Gaby LANGE,

APPROUVE la décision de Monsieur le Maire quant à mener des études en vue de la réalisation d'un complexe sportif intercommunal à « La Roguère »,

PREND NOTE de sa décision de commander en deux temps ces études auprès de la « SPL « ID 83 » pour un montant total HT de 8.050 €

SOLLICITE une subvention ou fonds de concours auprès de la CCCP vu le caractère intercommunal du projet.

<u>Service « Enfance-Jeunesse »</u>

7 - Participation communale aux frais de classes de neige, découvertes, linguistiques, etc... des élèves valois du cycle secondaire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, chaque année, des établissements scolaires extérieurs (BRIGNOLES essentiellement), fréquentés par des enfants domiciliés au VAL, sollicitent pour ces derniers une participation communale aux frais de séjours pédagogiques, linguistiques et culturels ou classes de découvertes.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe aux Affaires Scolaires.

Mme PASQUET rappelle que la Commune a alloué jusqu'à ce jour une participation de 50 € par élève pour des séjours d'une semaine ou plus et de 30 € pour des séjours de plus courte durée. La dépense annuelle pour 2015, dans le cadre de cette participation, s'est élevée à 3.330 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur l'aide accordée en 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE d'allouer en 2016 une participation forfaitaire de 50 € par élève pour des séjours d'une semaine ou plus et de 30 € pour des séjours de plus courte durée.

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget (chapitre 65).

8 - Organisation communale d'un séjour à la neige pour les enfants de 8 à 11 ans (tarif et régie d'encaissement)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires-Enfance et Jeunesse pour la présentation du projet d'organisation communale d'un séjour à la neige pour les enfants de 8 à 11 ans.

Mme PASQUET indique que le Service communal « Jeunesse » projette d'organiser un séjour au ski pour les enfants âgés de 8 à 11 ans. Le séjour à Serre-Chevalier se déroulerait du mardi 9 au jeudi 11 février 2016 inclus. Une douzaine de places serait disponible et attribuée aux enfants fréquentant le centre d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement avec une priorité à ceux dont les deux parents travaillent. Si des places restaient disponibles, les autres enfants du Val pourraient s'inscrire.

Cette sortie étant programmée durant l'une des deux semaines des vacances scolaires d'hiver, le tarif de cette semaine « Sortie Ski » serait facturée à raison de 165 € et comprendrait les 3 jours au ski et les 2 jours restant, au centre de loisirs. Pour les enfants ne fréquentant pas le centre, le tarif sera également de 165 €.

Les animateurs encadrant interviennent au centre habituellement.

La Commune devra prendre en charge les frais de transport par car à hauteur de 750 €, sachant que la C.A.F. participe à hauteur de 40 € par enfant dans le cadre du Contrat « Enfance Jeunesse ». Le budget communal sera donc sollicité pour un montant de 270 €.

M. KINET demande si les enfants qui bénéficieront de la participation de 50 ou 30 € votée précédemment pourront bénéficier également de ce séjour à 165 €.

Mme PASQUET rappelle à M. KINET que la participation de 50 € (ou 30 €) ne concerne que les enfants scolarisés hors commune et dans le cadre scolaire, donc obligatoire. Le séjour au ski est organisé dans le cadre extra-scolaire donc sur la base du volontariat.

M. KINET demande comment vont être aidés les enfants partant à Serre Chevalier.

Mme PASQUET répond qu'il n'y a pas d'aide supplémentaire de la Commune car le prix a été étudié en fonction de plusieurs paramètres (regroupement avec l'association BILBOK, aide financière de 40 € par enfant pour une aide au transport, etc...)

M. VERDON demande pourquoi les familles ne participent pas aux frais de séjour.

Mme PASQUET répond que les 165 € sont à la charge de chaque famille. Elle précise que la délibération à prendre vise à valider ce tarif de 165 € et indique que pour chaque sortie organisée à l'avenir, le Conseil Municipal devra en valider le tarif.

M. GIRAUD intervient pour expliquer que le travail accompli par Mme PASQUET permet de supprimer la participation de la Commune en obtenant ce tarif préférentiel de 165 € pour 3 jours incluant le transport, l'hébergement, l'équipement, le moniteur et les forfaits.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet d'organisation communale d'un séjour à la neige pour les enfants de 8 à 11 ans,

AUTORISE Monsieur le Maire à mettre en place les moyens nécessaires à cette organisation

ARRETE le montant de la participation à verser par les parents à 165 € pour les enfants inscrits au Centre d'Accueil de Loisirs du 8 au 12 février 2016

ARRETE le montant de la participation à verser par les parents d'enfants non inscrits au Centre ALSH, pour le séjour de 3 jours au ski, à 165 €

INDIQUE que l'encaissement des recettes s'effectuera au sein de la régie communale du centre d'Accueil du « Petit Baou »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que depuis 2005, le Centre d'Accueil de Loisirs sans Hébergement « le Petit Baou » est géré par la Commune.

Il donne la parole à Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée à l'enfance,

Madame Annette PASQUET, indique à l'assemblée que compte tenu de la diversification des activités qui vont être proposées par le Centre d'Accueil de Loisirs « le Petit Baou » il s'avère nécessaire d'apporter des modifications à la régie de recettes actuelle afin d'y encaisser également les participations aux sorties et séjours versées par les familles car seul le paiement de l'accueil était prévu dans la régie d'origine.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 18 janvier 2016. ;

INDIQUE que la régie du centre d'Accueil Sans Hébergement sera désormais définie comme suit :

Article 1^{er} : il est institué une régie de recettes auprès du Service Accueil de Loisirs « le Petit Baou ».

Article 2 : cette régie est installée dans les locaux de l'Hôtel de Ville - 5, Place de la Libération - 83143 Le Val.

Article 3 : la régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Accueil
- Sortie
- Séjour
-

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces
- Chèques
- Prélèvements SEPA
- TIPI (titres payables sur internet)

Les recettes sont perçues à l'aide d'une quittance de carnet P1RZ dont un exemplaire sera remis lors du règlement.

Article 6 : un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques.

Article 7 : l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 8 : un fonds de caisse d'un montant de 20 € est mis à disposition du régisseur.

Article 9 : le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 € et au minimum une fois par mois.

Article 10 : le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8.

Article 11 : le régisseur est assujéti à un cautionnement.

Article 12 : le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : le Maire de la Commune du Val et le Comptable public assignataire de la Trésorerie de Brignoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

9 - Centre médico-scolaire - Convention avec la Mairie de Brignoles

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Mairie de Brignoles assure seule, depuis de nombreuses années, les frais de fonctionnement d'un Centre Médico-Scolaire (C.M.S.) qui dessert toutes les communes avoisinantes.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires.

Mme PASQUET indique que ce C.M.S. gère les dossiers médicaux de tous les enfants de grande section dans les écoles maternelles et réalise une visite des écoles élémentaires. Les médecins se déplacent à la demande des directeurs ou à la demande des parents pour l'enfant allergique. Les parents qui rencontrent des problèmes avec leurs enfants peuvent prendre rendez-vous directement avec les médecins scolaires (visite entièrement gratuite).

En juin 2009, l'Inspection Académique a sollicité les communes pour la contribution financière aux dépenses administratives de ce C.M.S., contribution fixée par les textes à 1,50 € par enfant.

La Commune de BRIGNOLES demande la signature d'une convention relative aux frais de fonctionnement du C.M.S. pour l'année scolaire 2014/2015 (sachant que 249 élèves ont été comptabilisés, la participation sera de 373,50 €).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires.

Après avoir pris connaissance du projet de convention présenté par la Commune de Brignoles,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes de ce projet de convention 2014/2015

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune (chapitre 64).

Personnel communal

10 - Suivi médical du personnel communal - Convention avec l'A.I.S.T. pour 2016

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. Xavier GIRAUD donne lecture du projet de convention rédigé par l'Association Interprofessionnelle de Santé au Travail (A.I.S.T) pour l'année 2016.

Il précise notamment que la visite médicale annuelle sera facturée 89.94 € HT et 107.93 € TTC. Il indique aussi qu'en cas de non présentation à une visite médicale sans motif valable ou sans excuse, la consultation fera l'objet d'une surfacturation de 19,20 € HT. Il précise que le règlement intérieur et des notes de services prévoient les conséquences financières pour les agents concernées. Pour les agents embauchés en cours d'année, la visite coûtera 40,96 € HT.

M. KINET : « Une mise en concurrence a-t-elle été lancée pour être certains que cet organisme est moins cher que d'autres. On pourrait opter pour une médecine du travail située dans les Alpes Maritimes ou les Bouches du Rhône par exemple. »

M. GIRAUD répond que la proximité du centre médical est à prendre en compte pour ne pas obliger les agents à se rendre sur Marseille ou Nice pour une visite médicale.

Mme TURINELLI rappelle aussi que le camion de l'AIST peut également venir sur place facilement.

M. GIRAUD propose qu'un agent communal soit affecté à une prospection pour faire une étude de marché pour 2017.

M. KINET convient que les montants proposés par l'AIST semblent convenables car les prix proposés dans les Alpes Maritimes par des cabinets privés, en 2012/2013, avoisinaient les 90 €. Il indique que « l'AIST n'est pas une structure syndicale intercommunale ou départementale dont on pourrait faire partie comme le syndicat. C'est quand même un cabinet privé unique. »

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de convention rédigé par l'Association Interprofessionnelle de Santé au Travail (A.I.S.T) pour l'année 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

11 - Service « Assistance Retraites » pour le personnel communal – Convention avec le CDG 83
--

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal.

M. Xavier GIRAUD informe le Conseil Municipal que le Centre de Gestion du Var a proposé à la Commune la signature d'une convention visant à l'aider dans la rédaction et le montage des dossiers de retraite des agents.

Il indique que, par délibération n° 2005-55 du 9 novembre 2015, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var a créé un service « Assistance Retraites », destiné à remplir, à la place des collectivités, certains actes de gestion liés à la retraite et à assurer le contrôle d'autres actes. En adhérant à ce service, pour les dossiers relatifs à la CNRACL, la Collectivité délègue son rôle d'employeur au Centre de Gestion. En contrepartie de ce service, le Centre de Gestion demande une participation financière dont les tarifs sont ainsi définis :

-Objet : Tarif unitaire

-Affiliation : 10 €

-Dossier de liquidation de pension (normale, carrières longues, invalidité, réversion) : 100 €

-Simulation de calcul sur demande de l'agent (avant l'âge de départ en retraite) : 80 €

-Simulation de calcul (cohorte) : 80 €

-Dossier de demande d'avis préalable : 80 €

-Dossier de gestion des comptes individuels retraite (Cohorte) : 80 €

M. VERDON se dit contre cet assistantat du service R.H.

Il donne lecture de la convention et demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer à ce propos.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,
Après avoir pris connaissance du projet de convention présenté par le CDG du Var,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 24 et 25,
Vu les lois n° 2003-775 du 21 août 2003 et 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites,
Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliées à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales,
Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var n° 2015-55 du 9 novembre 2015,

Considérant que les collectivités territoriales ont en charge l'instruction des dossiers de retraites de leurs agents affiliés à la CNRACL, et que le Centre de Gestion propose aux collectivités qui le souhaitent d'effectuer en leur lieu et place la mission « retraite » qui leur incombe en tant qu'employeur,

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins deux abstentions : MM. VERDON et KINET,

ACCEPTE les termes de ce projet de convention,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention pour l'établissement et le contrôle des dossiers CNRACL avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var ainsi que toutes pièces et avenants y afférent,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune (chapitre 011).

Finances

12 - Carte « Achat Public » de la Caisse d'Epargne - Renouvellement de la convention

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

Mme Julie BREBAN informe le Conseil Municipal qu'un contrat d'adhésion a été passé par l'équipe municipale précédente auprès de la Caisse d'Epargne, afin de pouvoir bénéficier d'une carte bancaire, dénommée « Carte Achat Public », afin de pouvoir commander et payer des fournitures à des fournisseurs n'acceptant pas le paiement par mandat administratif.

Elle précise que cette carte est utilisée pour les commandes passées par internet lorsque les fournisseurs n'acceptent pas le paiement par mandat administratif ou pour des commandes pour lesquelles un paiement est exigé pour déclencher des études ou des travaux, comme cela a été récemment le cas pour une intervention d'EDF pour l'immeuble affecté à la police municipale. Elle précise qu'en 2015 les paiements réalisés avoisinaient les 800 € pour un coût d'abonnement de 66 €.

M. FOURNEL demande si une investigation a été menée pour savoir comment se positionnaient les autres banques.

Mme BREBAN indique que le compte est ouvert auprès de la Caisse d'Epargne, banque qui avait accordé l'emprunt à l'équipe précédente.

M. PAZ demande si on ne peut pas négocier les frais.

Mme BREBAN répond que l'abonnement est pris sans aucune option et que les prélèvements uniquement sont facturés au tirage.

M. LANGE demande qui détient le code de la carte.

M. SAULNIER répond que c'est la Directrice Générale des Services.

Elle donne lecture de ce contrat d'adhésion qui doit être renouvelé en 2016 et demande à l'assemblée délibérante d'autoriser sa signature.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

Après avoir pris connaissance du projet de contrat présenté par la Caisse d'Epargne relatif à la carte « Achat Public »,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes de ce projet de contrat

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit contrat à passer avec la Caisse d'Epargne,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune (chapitre 011).

13 - Marchés SIVAAD - Délégation de signature donnée à M. le Maire

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 10 avril 2008 la Commune a adhéré à la convention constitutive du Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du Var.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, délégué du Conseil Municipal auprès du SIVAAD, comme Mme Brigitte BOSSUGE.

M. DEBAQUE indique que ce groupement a lancé les appels d'offres pour 2016 (renouvelables pour 2017) pour les fournitures destinées aux espaces verts, la vaisselle, la librairie-papèterie, les fournitures scolaires, les vêtements de travail, les produits d'entretien, les fournitures de matériaux pour les services techniques et le matériel pour la cantine scolaire. La Commission d'Appel d'Offres du groupement a mené à bien la procédure et a transmis toutes les pièces du dossier en Mairie.

Il donne lecture des résultats de l'appel d'offres et des montants minimums que la Commune envisage d'investir dans ces différents postes de dépenses de fonctionnement.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer les marchés de fournitures nécessaires auprès de chaque fournisseur.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, délégué du Conseil Municipal auprès du SIVAAD, et avoir pris connaissance des pièces du dossier,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE que soient retenus les fournisseurs dont la liste est annexée à la présente délibération avec indication du montant annuel minimum TTC.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché découlant de l'appel d'offres lancé par le Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales pour l'année 2016 (renouvelable en 2017).

Divers

14 - Modification de la composition des commissions communales

Monsieur le Maire indique que, suite à la démission de M. Claude TORRESILLA de sa fonction de Conseiller Municipal, le 4 janvier 2016, et de son remplacement par M. Romain CEMBRANI, suivant de la liste, il doit être procédé au remplacement de M. TORRESILLA au sein des commissions communales.

D'autre part, il informe l'assemblée délibérante que Mmes Sylviane DONADEY et Pascale RIHAL ainsi que M. Jean CULINATI ont sollicité leur nomination au sein de commissions où ils interviennent régulièrement à titre consultatif ou comme soutien technique.

Mme INGRASSIA tient à préciser que Mme RIHAL, par modestie, n'a rien demandé. Mme INGRASSIA a sollicité sa nomination au sein de sa commission « festivités » vu les nombreux services rendus et la disponibilité sans faille de Mme RIHAL.

M. KINET intervient pour signaler que le Conseil Municipal a voté depuis un an le remplacement de M. Gaby LANGE, suite à sa démission de la commission « Travaux », par M. Jean CULINATI mais que le tableau des commissions est toujours incomplet à ce niveau.

Monsieur le Maire donne lecture des propositions de modifications des commissions et demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ces demandes.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND en compte les modifications présentées par Monsieur le Maire, soit le remplacement de M. TORRESILLA par M. CEMBRANI dans les commissions dont il était membre et l'ajout de Mmes DONADEY et RIHAL et de M. CULINATI dans certaines commissions,

ACCEPTE de modifier la composition des commissions communales conformément au tableau ci-joint.

15 - Food-truck - Modification de la délibération du 26 novembre 2015

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité.

M. Xavier GIRAUD rappelle que, par délibération du 26 novembre 2015, l'autorisation a été donnée au commerçant ambulant food-truck « Lm'Ange » de stationner tous les vendredis soir sur le parking du stade municipal de « La Roguère ». Cette autorisation devait être officialisée par la signature d'une convention d'occupation du domaine privé communal.

Or, malgré le fait que ce parking relève du domaine privé communal, il n'en reste pas moins ouvert à la circulation publique. En conséquence, un arrêté municipal devra être pris pour formaliser cette autorisation et non pas passer une convention.

D'autre part, le tarif fixé par la délibération du 26 novembre 2015 ne semble pas convenir à ce « food-truck » qui va installer une petite terrasse avec chaises et tables pour ses clients. En conséquence un tarif forfaitaire serait plus approprié qu'au mètre linéaire.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ces nouvelles dispositions.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité.

A l'unanimité,

ACCEPTE de modifier sa délibération du 26 novembre 2015 et de soumettre l'autorisation de stationnement du camion snack « Lm'Ange » à la prise d'un arrêté municipal et non à une convention à passer avec le commerçant,

INDIQUE que la redevance sera de 15 € par jour d'occupation de l'emplacement,

INDIQUE que la régie de recettes chargée de l'encaissement des droits de place sera modifiée afin d'intégrer ce type de commerces ambulants

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions utiles pour mener à bien ce dossier.

16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 15 décembre 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

41/2015 - 24/12/2015 - Mission relative à l'entretien ménager de l'école maternelle du 4 janvier au 30 mars 2016 – Sté « AZURNETT »	4.108 € HT
---	------------

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET pour expliquer ce recours à une société privée pour les travaux de ménage à l'école maternelle.

Mme PASQUET indique qu'avec la mise en place des nouvelles activités périscolaires, une restructuration des services a été opérée. Tous les agents titulaires d'un BAFA ont été affectés au service « Enfance - Jeunesse ». De plus, suite au départ en retraite d'un agent du service « Cantine », son remplacement a été fait par un agent du service « Ménage de l'Ecole Elémentaire », elle-même remplacée par un agent de l'école maternelle. D'où le problème d'effectif pour le ménage à faire dans l'école maternelle et le recours à une société privée pour 2 heures par jour d'école (à partir de 18h30). Une consultation a été lancée. Les propositions sont similaires (19 € et 19,60 € de l'heure). Un essai va être fait sur 3 mois auprès de la première et les 3 mois suivants auprès de la seconde. A savoir que les sociétés interviennent avec leur matériel et leurs produits (y compris une machine à décaper). Un bilan sera fait au bout des 6 mois d'essai.

Mme PASQUET insiste aussi sur le fait que le recours à cette société privée évite à la Commune de se préoccuper des absences de personnel et de son remplacement, car un arrêt « maladie » par exemple implique la désorganisation de tout un service pour assurer le remplacement.

M. NAL conseille que les produits d'entretien utilisés par les sociétés soient supervisés.

Monsieur le Maire indique d'autre part que 5 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 15 décembre 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame PASQUET et de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 15 décembre 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

17 - Questions écrites

NEANT

M. GAULET demande qu'un point soit fait sur le dossier de la crèche et sur celui de l'abribus.

M. SAULNIER indique que le socle a été réalisé. Il s'engage à continuer à relancer le Département pour que la structure soit mise en place le plus rapidement possible.

Mme PASQUET indique qu'elle a participé la veille à la réunion « Petite Enfance » tenue à la C.C.C.P. à propos des crèches. Un bilan démographique de toutes les communes du Comté de Provence a été dressé. Un calendrier officiel a été établi. Pour ce qui concerne LE VAL, une crèche de 40 places avec début des études en janvier 2018, début des travaux en janvier 2019 et réception de la crèche en fin février 2020, pour un coût de 1.669.000 €.

M. SAULNIER informe le Conseil Municipal qu'en sa qualité de Président de la Commission des Travaux de la CCCP, il a insisté pour que le démarrage de l'opération soit avancé d'un an. Il précise que la réunion lors de laquelle sa demande sera examinée est fixée au 1^{er} février 2016. Il informe le Conseil qu'une étude a été menée au sein de la commission « Travaux » de la CCCP, étude démontrant que certaines communes veulent une crèche alors que les besoins ne l'impliquent pas. Il est nécessaire d'en prévoir une sur Brignoles, sur Tourves et sur Le Val.

Mme PASQUET précise que la Commission « Petite Enfance » a demandé une réunion pour la semaine prochaine à laquelle seront conviés tous les Maires.

M. SAULNIER indique ne pas être d'accord sur l'organisation de cette réunion. Il rappelle que la commission « Travaux » se basent sur les études menées et qu'il est nullement question que, pour des raisons personnelles, ce travail soit remis en cause. Il rappelle que le Maire de MONTFORT veut absolument une crèche alors que ce n'est pas utile vu le nombre d'enfants concernés, vu qu'il a déjà 14 assistantes maternelles (comme Le Val). Le nombre de places de la crèche du VAL a été ramené de 54 à 40 pour prendre en compte l'existence de nos 14 assistantes maternelles et ne pas leur enlever leur emploi. La répartition des crèches doit être étudiée de façon intelligente, en fonction des besoins, et non pas pour satisfaire les souhaits personnels de chacun.

M. GAULET demande d'autre part où en sont les pourparlers pour le déplacement des arrêts de bus de la déviation.

M. SAULNIER répond que la question a été posée à plusieurs reprises au Département en proposant de regrouper tous les arrêts à la halte-routière de « St Benoît ».

M. GIRAUD pense que l'installation de l'abribus influe sur le déplacement de ces arrêts. Il espère que dès qu'il sera opérationnel ce transfert pourra intervenir.

M. KINET fait part de sa déception à l'écoute du discours fait lors des cérémonies des vœux. Il revient sur l'évocation des projets communaux 2016, alors que le Conseil a formulé toutes les réserves possibles, notamment pour le projet sur le terrain de « La Jouberte », comme sur celui sur le terrain « JAPEL ». Il trouve dommage que M. le Maire se soit engagé sur ces opérations alors qu'il n'y a pas encore de décisions prises en Conseil Municipal.

M. COEURDEUIL informe le Conseil Municipal que les membres de la Commission d'Urbanisme ont reçu le 19 janvier 2016, le compte-rendu d'une réunion tenue le 17 décembre 2015 à propos du terrain « JAPEL ». A cette réunion étaient présents deux représentants de BEGEAT, deux représentants de la DDTM, M. le Maire et un Adjoint, l'Architecte et deux représentants de l'aménageur. M. COEURDEUIL demande pour quelles raisons la Commission d'Urbanisme n'a pas été conviée à participer à cette réunion.

M. SAULNIER indique que le promoteur a demandé à rencontrer le service d'urbanisme ainsi que le Cabinet BEGEAT, en sa présence. Il a demandé à l'Adjoint chargé des Travaux d'assister à cette réunion vu les problèmes de voirie évoqués. Cette réunion n'avait pas pour but de présenter un projet en vue d'obtenir une décision quelconque, mais plutôt de prendre acte de ce qu'il était possible de réaliser dans le cadre du PLU en cours et au niveau administratif.

M. COEURDEUIL indique que, dans le compte-rendu rédigé par BEGEAT, les conditions imposées par la DDTM et BEGEAT sont bien stipulées. Ces réserves sous-entendent que le PLU se calera avec le projet, alors que lorsqu'on élabore un PLU, ce sont les projets qui doivent se caler sur la politique générale du PLU au moment du PADD. **M. COEURDEUIL** relève par ailleurs que le projet présenté est le même qu'en décembre 2014 et que la date aurait pu au moins être modifiée. Il pense que ce projet est médiocre voir indigent, un projet digne des années 70 : « dans le Nord, on appellerait ça des corons !..... »

M. SAULNIER interrompt **M. COEURDEUIL** en lui demandant de ne pas s'éparpiller dans des considérations subjectives et personnelles.

M. COEURDEUIL demande d'autre part, pour La Jouberte, pour quelles raisons **M. le Maire** a déclaré dans la presse et lors de la cérémonie des vœux, une réalisation future sur ce terrain, projet qui est stricto sensu celui de **M. BAEZA**. Il rappelle là encore que le projet est vieux d'une dizaine d'années. Il se demande s'il serait toujours adapté aujourd'hui. **M. COEURDEUIL** affirme de nouveau, comme il l'a fait lors d'une réunion précédente du Conseil Municipal, que la Commune est juridiquement propriétaire du terrain vu que **M. BAEZA** ne s'est pas prononcé dans le délai de 3 mois imparti. Tout projet de **M. BAEZA** est donc nul et non avenue.

M. SAULNIER intervient alors pour informer le Conseil que la question a de nouveau été posée à l'Avocat Conseil de la Commune sur les dispositions de l'arrêt de la Cour d'Appel de Marseille. **M. BAEZA** a gagné le procès : la Commune est donc obligée de lui vendre le terrain et de lui en proposer l'achat sous un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt de la C.A.A.. Par contre **M. BAEZA** n'a pas de délai pour répondre sauf si la Commune le met en demeure. Mais dans ce cas, la procédure peut traîner en longueur. L'Avocat de la Commune a informé récemment **M. le Maire** que son Confrère de la partie adverse lui a remis un projet de compromis.

M. COEURDEUIL dit ne pas comprendre cette annonce vu que l'Avocat de la Commune avait été bien clair sur le fait que la vente se faisait sans condition suspensive, suite à la décision de justice, et qu'en conséquence aucun compromis n'était possible. **M. COEURDEUIL** a le sentiment que le Conseil Municipal se fait « promener » dans cette affaire. Par ailleurs, il informe l'assemblée que des bruits courent disant que **M. BAEZA** achèterait le terrain pour le revendre immédiatement : « c'est ce qui s'appelle « une opération » ».

M. SAULNIER interrompt **M. COEURDEUIL** pour lui demander de ne pas extrapoler et pour affirmer à l'assemblée que tout est mis en œuvre pour que la Commune sorte de cette situation le plus favorablement possible.

M. COEURDEUIL reprend la parole pour demander à **M. le Maire** quelles sont ses intentions précises concernant le terrain de « La Jouberte ». Il rappelle que le Conseil a pris des décisions d'acquisitions telles que celle pour le terrain Chabas avec un surcoût qu'il faudra certainement argumenter d'ailleurs. Et aujourd'hui, il semblerait qu'on soit propriétaire d'un terrain (La Jouberte) et qu'on soit prêt à le donner.

M. SAULNIER intervient pour souligner sa satisfaction devant l'acquisition du terrain Chabas, car la Commune pourra maîtriser son aménagement. Par contre, ce n'est pas le cas pour le terrain de « La Jouberte » où la procédure est bloquée. Il confirme qu'une enseigne commerciale est bien intéressée par une implantation. Il demande au Conseil Municipal de patienter encore quelques jours car le dossier devrait évoluer sous peu.

M. FOURNEL demande si **M. BAEZA** ne pourrait pas d'ores et déjà entamer la rédaction de protocoles avec cette enseigne afin qu'il y ait une trace de cet engagement de créer un supermarché.

M. SAULNIER rappelle ce qu'il a déjà dit précédemment concernant sa demande auprès de M. BAEZA pour la présentation du projet devant les Conseillers afin d'y travailler ensemble. Lors de ce tour de table, il pourra être indiqué à l'aménageur si le projet correspond aux attentes des élus et de la population ou s'il doit être repris. Il regrette que la discussion revienne toujours sur les mêmes questions.

LA SEANCE EST LEVEE A 20h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER